

**Nations unies - Briefing -
Guinée-Bissao - Intervention de la
représentante permanente adjointe
de la France auprès des Nations
unies - Conseil de sécurité**
(New York, 30 août 2018)

Je remercie le représentant spécial du Secrétaire général José Viegas et le représentant permanent de la Guinée Equatoriale Anatolio Ndong Mba pour leurs interventions très complètes, et je me réjouis également de la présence autour de cette table du Premier Ministre de la Guinée-Bissao, M. Aristides Gomes, et le remercie d'avoir fait le déplacement à New York afin de participer à nos travaux. Il s'agit d'un signal très positif.

Monsieur le Président,

Je ferai cinq brèves observations.

Premièrement, la France salue les développements positifs intervenus au cours des derniers mois en Guinée-Bissao, et notamment la nomination d'un Premier Ministre de consensus en la personne de M. Aristides Gomes. Il s'agit d'un premier pas important vers la mise en oeuvre des accords de Conakry, dont nous restons convaincus qu'elle constitue la seule manière de sortir le pays de la crise politique et institutionnelle qu'il traverse depuis de longs mois. Je souhaite également saluer le rôle central joué par la CEDEAO et, plus généralement, par le groupe des 5 (CEDEAO, UA, CPLP, UE, Nations Unies) dans l'obtention de ces résultats. Il est crucial que la Guinée-Bissao continue à bénéficier d'un fort niveau d'accompagnement régional et international dans les mois et les années à venir. C'est notamment la responsabilité de ce Conseil.

Deuxièmement, si les avancées réalisées au cours des derniers mois sont encourageantes, d'autres mesures importantes n'en restent pas moins attendues au cours des prochaines semaines. C'est d'abord et avant tout le cas de la tenue, dans le respect des délais annoncés, des élections législatives au mois de novembre. Nous y voyons en effet un test important pour jauger de la volonté réelle des différents acteurs d'avancer vers une pleine mise en oeuvre des accords de Conakry. Nous attendons dès lors des autorités bissau-guinéennes qu'elles se mobilisent pleinement dans la préparation technique de ce scrutin. Je pense notamment à l'enregistrement des électeurs, pour lequel l'ensemble des moyens nécessaires doivent être mis à disposition le plus vite possible, ou encore au décaissement rapide des contributions budgétaires nationales annoncées, qui doit intervenir sans délai.

Troisièmement, la communauté internationale joue pour sa part tout son rôle pour appuyer le processus électoral à venir, que ce soit à travers l'octroi d'une assistance financière de la part des principaux bailleurs ou encore via le travail d'assistance technique mené respectivement

par le PNUD et par l'Union européenne. Nos attentes à l'égard des autorités bissau-guinéennes n'en sont que plus fortes. La bonne tenue des élections à venir constitue d'ailleurs un préalable nécessaire avant toute possible évolution sur le volet des sanctions. Je tiens, à cet égard, à saluer la posture de non-ingérence dans les affaires politiques, respectée par les autorités militaires en Guinée-Bissao.

Quatrièmement, le rétablissement d'une paix et d'une stabilité durables en Guinée-Bissao passe également, à moyen terme, par des avancées dans d'autres domaines. Je pense à la révision constitutionnelle, qui doit permettre au système institutionnel bissau-guinéen d'éviter d'être à nouveau le théâtre des blocages constatés au cours des derniers mois. Je pense également à la lutte contre la criminalité organisée et notamment contre le trafic de drogue, qui suppose un engagement résolu des autorités bissau-guinéennes mais également un appui continu de la part de la communauté internationale, et notamment des différents acteurs onusiens présents sur place. Je pense enfin à la réforme du secteur de la sécurité, sans laquelle l'histoire récente a montré qu'il ne saurait y avoir de stabilité de long terme dans le pays.

Enfin, cinquième point, la France apporte son plein soutien au processus de revue stratégique du BINUGBIS actuellement en cours, sous la direction de l'ancien représentant spécial, M. Joao Honwana. Nous souhaitons que ce processus soit guidé par une évaluation libre et objective de la situation et des besoins sur le terrain, indépendamment des positions exprimées sur ce dossier par les différents acteurs au cours des derniers mois. Il nous semble une occasion utile pour réfléchir à la manière de renforcer la portée du rôle de bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, d'optimiser la coordination entre les différents acteurs de la communauté internationale sur place ou encore d'apporter de la manière la plus efficace le soutien technique dont la Guinée-Bissao a plus que jamais besoin.

Monsieur le Président,

Il est encore trop tôt pour savoir si la Guinée-Bissao est définitivement engagée sur la voie d'une stabilisation durable. Les prochains mois, et notamment l'échéance importante des élections législatives en novembre, continueront de nous donner des éléments de réponse à cet égard. Le rôle d'accompagnement joué par la région, et plus largement par la communauté internationale et par ce Conseil n'en est que plus important dans cette période décisive.

Je vous remercie./.